



Archives et Droits de l'Homme

Décembre 2015

Dorénavant, l'introduction, rédigée par Trudy Peterson, présidente du Groupe de travail sur les Droits humains du Conseil International des Archives, aura la forme d'un commentaire sur l'actualité archivistique qu'elle dépouille régulièrement dans la presse internationale.

Commentaires.

L'année 2015 fut remplie d'horribles vidéos : les vidéos de décapitations de l'Etat Islamique ; les vidéos de caméra de police relatant la violence dans les rues des Etats-Unis ; les images des médias de réfugiés arrivant sur les côtes grecques. Ce fut une année où les rapports de commissions de la vérité furent publiés (Canada, US Etat du Maine) ; de nouvelles commissions de la vérité furent créées (Sri Lanka, Colombie, Panama), et les archives ont commencé à accepter les records des commissions de la vérité ayant achevé leur travail (Brésil, Canada). De vieilles archives furent utilisées pour rouvrir d'anciens cas (Chili, Pérou). L'imagerie satellitaire a continué d'être un important outil pour les enquêtes liées aux droits de l'homme: du *crowdsourcing* utilisant l'imagerie satellitaire pour localiser sur des cartes le travail des enfants dans la région du Lac Volta au Ghana ; troublantes images de destruction de l'héritage culturel de sites en Irak, en Syrie et dans les villes nigérianes incendiées par les rebelles du Groupe Boko Haram. Les records médicaux furent utilisés en Guinée pour déterminer le nombre de blessés durant les violences post-électorales ; un nombre croissant d'entreprises se sont trouvées confrontées à la documentation sur leurs pratiques ayant un impact négatif sur les droits de l'homme. Une sacrée année !

En parcourant les bulletins 2015 de HRWG, voici une variété d'autres articles:

Janvier : Une cour au Guatemala a reconnu coupable Pedro Garcia Arredondo, ancien responsable de l'unité de police des enquêtes spéciales, d'homicide et de crimes contre l'humanité pour avoir dirigé le siège en 1980 de l'ambassade d'Espagne durant lequel 37 protestants et otages ont péri. Les extraits vidéo ont prouvé la présence d'Arredondo à l'ambassade lors du siège et des archives historiques de la Police Nationale ont identifié les responsables de l'opération, Arredondo et deux autres individus.

Février : Le premier enfant en Bosnie a été enregistré avec la nationalité "bosnienne". Quand les parents sont allés l'enregistrer à la municipalité, on leur a dit "Bosnien" n'était pas acceptable et il doit être "bosniaque, croate, serbe ou autre", mais à la fin de janvier la municipalité a décidé qu'il n'y avait pas de restrictions légales empêchant quiconque d'être enregistrés comme "bosnien". Les parents et les

autres enfants ont prévu de s'enregistrer comme bosnien aussi "pour combattre un système fondé sur les divisions ethniques," a déclaré le père.

Mars : L'Islande est connue pour son programme national en vue d'obtenir les informations ADN de sa population. Les généticiens associent les résultats ADN avec les bases de données généalogiques nationales pour chercher les maladies qui sont inhabituellement communes chez les proches parents, signe de partage de mutation génétique.

Avril : Le pape François a ordonné au Vatican d'ouvrir ses archives sur la dictature militaire en Argentine (1976-1983) durant laquelle environ 20 000 personnes ont disparu.

Mai : Des chercheurs ont étudié les registres des décès dans les pays du sud de l'Europe pour établir combien de migrants avaient été enregistrés comme morts en transit. Ils ont découvert que seulement 40% des corps de migrants trouvés depuis 1990 ont été identifiés.

Juin : Le Comité International de la Croix-Rouge a ouvert ses archives pour la période 1966-1975, couvrant la guerre du Biafra (1966-1970), la guerre du Vietnam (1967-1975), la junte militaire en Grèce (1967-1974), le coup contre le président Salvador Allende au Chili (1973), le travail du CICR en Afrique du Sud durant la détention de Nelson Mandela, le conflit de Chypre, et les guerres d'indépendance au Mozambique et en Angola. On estime à 97% le nombre total de dossiers ouverts.

Juillet : Le comité d'experts indépendants des Nations Unies a publié son rapport sur le crash en 1961 de l'avion qui a tué le Secrétaire-Général des Nations Unies Dag Hammarskjöld ainsi que 15 passagers. Le comité a dit qu'il a trouvé "de nouvelles informations significatives" que l'avion a été abattu par "une attaque aérienne ou par d'autres interférences." Ni les Nations Unies ni le Royaume-Uni n'ont donné accès à toutes les archives que le comité demandait, et le comité a encouragé l'ouverture supplémentaire d'information par les membres des Nations Unies.

Août : L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient a rapporté que pour la première fois en 5 décennies, les taux de mortalité parmi les nouveaux-nés réfugiés palestiniens à Gaza ont augmenté. Pour obtenir cette donnée, UNRWA a demandé à toutes les mères qui ont eu plus d'un enfant et qui sont venues à l'un des 22 centres de santé UNRWA pour enregistrer leur dernier nouveau-né pour l'immunisation, pour leur dire que soit leur enfant précédent était décédé soit vivant.

Septembre : Taiwan a promulgué de nouvelles lois pour s'assurer que les extraits vidéos, les enregistrements audios et les transcriptions écrites des courts de cas où les procureurs cherchent la peine de mort ou la prison à perpétuité sont gardés de façon permanente dans les archives centrales et mis à disposition des défenseurs sur demande.

Octobre : La Tanzanie a lancé une campagne nationale pour aider les parents à enregistrer la naissance de leurs enfants par téléphone mobile. Un travailleur social enverra le nom de l'enfant, le sexe, la date de naissance et les détails de la famille par téléphone à une base de données centrale et un certificat de naissance, gratuit, sera produit en l'espace de quelques jours.

Novembre : L'ancien chef du contre-terrorisme en Algérie, qui était responsable pour mener la guerre contre les différents groupes qui a duré plus de 20 ans, a été condamné à 5 ans de prison pour avoir désobéi aux ordres et détruit des documents.

Décembre : Depuis mars, lorsque les activistes syriens de l'opposition ont publié en ligne des milliers de photographies post-mortem, sorties clandestinement du pays, par un photographe de la police qui a

démissionné en 2013, les familles des disparus cherchent à connaître le sort de leurs proches disparus en passant au crible toutes les photographies.

Nouvelles Internationales.

Cour européenne de justice. Les archives Historiques de l'Union Européenne ont ouvert les archives historiques de la Cour européenne de justice à la recherche.

<http://www.eui.eu/Research/HistoricalArchivesOfEU/News/2015/12-17-Official-opening-of-the-European-Court-of-Justices-papers.aspx>

Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). A la cérémonie officielle de clôture du TPIR, le ministre de la justice du Rwanda a déclaré, selon *JusticeInfo.Net*, "Nous n'arrêterons jamais de demander" la conservation des archives du Tribunal. <http://www.channelnewsasia.com/news/world/leading-rwandan-genocide/2336244.html>; <http://allafrica.com/stories/201512020938.html>

Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Un historien, témoin expert pour la défense dans le procès de Ratko Mladic, a contesté l'usage des preuves documentaires par les experts pour l'accusation. <https://iwpr.net/global-voices/mladic-witness-focus-bosnian-serb-crimes>

Nations Unies. Un comité indépendant mandaté par le Secrétaire-General a publié ce que *le New York Times* a qualifié de "rapport très critique sur la mauvaise gestion par les Nations Unies à propos du rapport d'abus sexuels d'enfants par les troupes de maintien de la paix en République Centrafricaine. Le comité a aussi exonéré le cadre du HCR qui a donné le document au gouvernement français sur les allégations d'abus contre les troupes françaises. Pour plus d'information, voir Nouvelles HRWG 2015-04 et 2015-05.

http://www.nytimes.com/2015/12/18/world/africa/report-criticizes-uns-handling-of-child-sex-abuse-allegations.html?_r=0

Le comité des Nations Unies sur la torture a publié un rapport disant qu'en Chine, la torture "est toujours profondément établie dans le système judiciaire criminel" et soulignant que la Chine "a échoué à produire l'information" que le comité réclamait. Il a cependant complimenté la Chine sur le changement de procédure exigeant "des enregistrements audios ou vidéos des interrogatoires dans la plupart des cas", particulièrement depuis que le système judiciaire "repose excessivement sur les confessions comme bases des accusations", a rapporté le *New York Times*.

http://www.nytimes.com/2015/12/10/world/asia/chinese-justice-system-relies-on-torture-un-panel-says.html?smtyp=cur&_r=0

Nations Unies et Banque mondiale. Deux cadres de la Banque mondiale ont publié un essai soutenant que pour permettre aux Nations Unies d'évaluer le progrès des pays quant aux objectifs de développement durable pour 2030, les pays ont besoin d'avoir de meilleures données : "un des défis les plus urgents auquel font face beaucoup de pays en développement est tout simplement le manque de données, même dans les domaines clés. Le problème est grave. De récentes études montrent que 29 des pays les plus pauvres n'ont pas de données du tout pour mesurer les tendances de la pauvreté entre 2002 et 2011." Ils ont noté qu' "une étude fondamentale de collecte des données se fait au travers de sondages dans les foyers," et "une autre source importante de données réside dans les records administratifs." http://www.huffingtonpost.com/mahmoud-mohieldin/data---the-first-hurdle-t_b_8845924.html?utm_hp_ref=world&ir=WorldPost

L'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) et l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). Les records des 2 agences de Nations Unies indiquent qu'"un million de personnes" ont fui vers l'Europe en 2015. Les records d'UNHCR montrent que 972 500 personnes ont traversé la mer méditerranée et une sur deux était syrienne échappant à la guerre en Syrie. IOM a estimé que 34 000 personnes ont traversé de Turquie en Bulgarie et en Grèce par la terre. <http://www.unhcr.org/567918556.html>

Office des Nations Unies des droits de l'homme au Congo. Le bureau des droits de l'homme des Nations Unies au Congo a publié un rapport qui “documente 143 violations des droits de l'homme et au moins 649 personnes détenues arbitrairement en rapport avec le processus électoral pendant les 9 premiers mois de 2015,” a rapporté Reuters. <http://www.reuters.com/article/us-congodemocratic-rights-idUSKBN0TROU020151208>; pour le rapport voir <http://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/report-united-nations-joint-human-rights-office-human-rights-and-0>

Mécanisme pour les tribunaux pénaux internationaux. Le 3 décembre le Mécanisme pour les tribunaux pénaux internationaux a lancé sur la toile un nouvel outil de recherche, la base de données Records et Archives (JRAD), “qui a pour but de favoriser l'accès aux records judiciaires publics du Tribunal pénal international pour le Rwanda et du Mécanisme résiduel.” Les records judiciaires du Tribunal pour l'ex-Yougoslavie “restent accessibles via l'interface publique de la base de données des records judiciaires du Tribunal pour l'ex-Yougoslavie.” [Judicial Records Research Tool \(JRAD\)](#)

Monde / Nouvelles générales.

Records du monde des affaires. Margaret Jungk, la présidente du groupe de travail des Nations Unies et des droits de l'homme a publié un essai dans le blog du *Huffington Post*, intitulé, “Pourquoi savons-nous si peu au sujet des abus des droits de l'homme par le monde des affaires ?” La première des trois raisons citée par M. Jungk : “nous manquons d'informations systématique et à jour sur les pays qui ont le plus haut taux de travail infantile, quelles sociétés ont acheté les plus de propriété foncière, quelles agences gouvernementales sont le plus susceptibles de demander des bakchichs. Non seulement cela, mais nous manquons de toute donnée élémentaire sur les risques où les violations peuvent survenir.” <http://www.huffingtonpost.com/margaret-jungk/why-do-we-know-so-little-b-8687196.html>

Une cour d'appel néerlandaise a jugé que la compagnie Royal Dutch Shell et ses filiales peuvent être tenues responsables pour les fuites de carburant au Nigeria et a ordonné à Shell de donner accès à la cour “aux documents qui jettent la lumière sur la cause de la fuite de carburant et si les managers étaient au courant,” a rapporté *Reuters*. Le procès fut à l'initiative des fermiers dont les terres ont été polluées par les fuites et qui perdu leurs revenus. . <http://www.reuters.com/article/us-shell-nigeria-pollution-idUSKBN0U11C520151218>

Frontières coloniales. Dans un article fascinant, deux économistes ont comparé une carte créée en 1959 montrant les frontières “ethnolinguistiques” en Afrique au temps de la colonisation avec 4 ensembles de données pour regarder l'impact des frontières coloniales qui ont séparé les ethnies sur les conflits civils actuels, la discrimination par le gouvernement national, l'instabilité et la pauvreté. “Notre travail, ont-ils écrit, “montre qu'en divisant les ethnicités de chaque cote des frontières, le trace des frontières coloniales a favorisé la violence politique coloniale.” Ils croient que “dans la majorité des cas, les Européens n'ont pas pris en compte les critères ethniques et la géographie locale dans le trace des frontières coloniales” et ils citent l'historien A. I. Asiwaju trouvant que “l'étude des archives européennes appuie la théorie de l'accident plutôt que celle du complot dans l'établissement du trace des frontières coloniales.” Néanmoins, les traces des frontières ont des conséquences désastreuses sur le long-terme.

http://www.eurasiareview.com/26122015-the-long-run-effects-of-scramble-for-africa-analysis/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Records médicaux. L'Institut de Médecine de l'Académie Nationale des Etats-Unis des Sciences, de l'Ingénieur et de la Médecine, a publié un rapport de son groupe de travail sur l'impact des applications des dossiers médicaux digitaux sur la recherche d'Alzheimer. Le résumé livre que, “étant donné le peu de thérapies actuellement disponibles pour traiter Alzheimer, comparé aux autres problèmes neurologiques, cette session a exploré comment les records médicaux digitaux peuvent être utilisés pour

aider à améliorer l'examen clinique et la méthodologie de recherche contre Alzheimer." L'Institut a estimé que 46,8 millions de personnes dans le monde "vivent et souffrent de démence, et cela devrait doubler chaque année lors des 20 prochaines années." http://iom.nationalacademies.org/Reports/2015/Assessing-the-Impact-of-Applications-of-Digital-Health-Records-Alzheimers-Disease-Research.aspx?utm_source=IOM+Email+List&utm_campaign=ec6855ff14-12_1_Health_Lens_WS11_30_2015&utm_medium=email&utm_term=0_211686812e-ec6855ff14-180156329

Une étude publiée dans *The Lancet*, et suivant un million de femmes d'âge moyen en Grande-Bretagne pendant 10 ans, trouve que le présupposé selon lequel la joie conduit à une meilleure santé et longévité est infondé, a rapporté le *New York Times*. L'étude est fondée sur "l'étude d'un million de femmes, qui a recruté des femmes âgées entre 50 et 69 de 1996 à 2001, et les a suivies avec des questionnaires et des records officiels d'avis de décès et d'admissions aux hôpitaux." http://www.nytimes.com/2015/12/10/health/happiness-health-study.html?_r=0

Utilisant "la fréquence et les bases de données relatives à la mortalité entre 2003 et 2007 de l'Agence Internationale pour la Recherche contre le cancer ainsi que les données relatives à la mortalité de l'OMS jusqu'en 2012," les chercheurs ont montré qu'il y a "une inégalité croissante entre les pays de hauts-revenus et ceux de bas-revenus- avec des taux de cancer déclinants dans les zones à hauts revenus et augmentant dans les pays plus pauvres," a rapporté le *Washington Post*. Les chercheurs ont découvert que la différence "est particulièrement frappante pour les cancers du poumon, colorectaux et de la poitrine" et les pays en voie de développement "supportent une charge disproportionnée des infections relatives aux cancers." <http://triblive.com/aande/moreaande/9630782-74/cancer-countries-income#axzz3waYuXAPa>

Records militaires. En réponse au « Freedom of Information Act » lancé en 2006, l'US Air Force a rendu public, par l'intermédiaire des Archives Nationales, "l'étude pour 1959 des besoins en armes atomiques." Les Archives de la Sécurité Nationale, une ONG qui a initié la requête, a décrit l'étude comme "essentiellement une énorme feuille, produite par le Commandement Stratégique Aérien en 1956 et projetant le nombre et la variété de cibles en Union Soviétique, dans l'Europe de l'Est et en Chine pour être frappées dans une prochaine guerre." <http://nsarchive.gwu.edu/nukevault/ebb538-Cold-War-Nuclear-Target-List-Declassified-First-Ever/>

Nouvelles multilatérales et bilatérales.

Europe. "Le brouillon final de La réglementation relative à la protection des données, convenue par une session de négociation entre la Commission européenne et le Parlement européen, inclura une clause affirmant clairement que les archives liées à l'Holocauste, seront exemptes de toutes restrictions," a rapporté le *Jerusalem Post*. Cependant, pour les autres records, la réglementation "ne stipule pendant combien de temps après la mort d'une personne les informations personnelles peuvent être rendues publiques. Le *New York Times*, rendant compte des nouvelles règles, a également remarqué que les sociétés doivent informer les législateurs nationaux dans un délai de 3 jours de toute infraction de données et les législateurs peuvent dresser des amendes aux sociétés qui feraient un mauvais usage en ligne des données personnelles." <http://www.jpost.com/Diaspora/Holocaust-reference-to-be-included-in-data-protection-act-437522>; http://www.nytimes.com/2015/12/16/technology/eu-data-privacy.html?_r=0

Finlande/Irak/Suède. Deux frères originaires d'Irak ont été arrêtés en Finlande et accusés d'être impliqués dans un massacre près de Tikrit en juin 2014. La principale preuve, selon un officiel finlandais, est "une vidéo montrant au moins une partie du massacre au camp Speicher." En Suède, une cour "a condamné à perpétuité deux Suédois coupables d'avoir aidé à la décapitation de deux civils en Syrie durant l'été 2013," un acte qui a été enregistré en vidéo et trouvé sur une clé USB dans la maison de l'un des accusés." Le *New York Times* a commenté, "les autorités sont aidées par le penchant de

l'État Islamique à documenter tous leurs actes avec une caméra.”

http://www.nytimes.com/2015/12/25/world/europe/finland-iraq-refugees-isis.html?_r=0

France/Allemagne. La France a annoncé l'ouverture de archives du gouvernement de Vichy, 1940-1944, “sujet à la déclassification de documents couverts par les règles du secret de défense nationale,” a rapporté *FRANCE 24* avec *AFP*. Le *Jerusalem Post* a cité le coordinateur du Centre Simon Wiesenthal disant, “nous accueillons l'ouverture des archives qui jettera une nouvelle lumière sur le triste chapitre de la collaboration française avec les Nazis.” <http://www.france24.com/en/20151228-france-opens-nazi-collaboration-era-files-germany-vichy-world-war-two> and <http://www.jpost.com/Diaspora/Opening-of-Holocaust-era-archives-may-shed-light-on-French-collaboration-with-Nazis-438759>

État Islamique. *Reuters* a obtenu une copie d'une partie des documents saisis par les forces d'opération spéciales américaines lors d'un raid en Syrie en mai dernier et qui a tué le financier de l'IS Abu Sayyaf. “Beaucoup des documents saisis sont des fatwas, ou des règles religieuses, couvrant tous les problèmes, du viol de femmes prisonnières au traitement d'esclaves avec des enfants mineurs jusqu'à la question du vol par un fil à son père d'argent afin de financer son voyage pour participer au djihad, ou guerre sainte.” Nos règles indiquent une procédure pour remplir les détails personnels de chaque combattant potentiel : nom, sexe, et les méthodes de communication (téléphone, Skype, télégramme ou le service de messagerie WhatsApp.” https://news.vice.com/article/stolen-antiquities-department-and-slave-ministry-government-islamic-state-style?utm_source=vicenewsemail

État Islamique. Israël/Russie/États-Unis. Selon *Al Bawaba News*, dans un enregistrement audio datant de la fin du mois, le leader de l'État Islamique Abu Bakr al-Baghdadi a menacé d'attaquer Israël et a déclaré que les nations combattant l'État Islamique, incluant la Russie et les États-Unis, devront en payer le “prix.” http://www.eurasiareview.com/27122015-islamic-states-baghdadi-threatens-israel-in-new-audio-message/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Israël/Palestine. La Chaîne israélienne 10 a diffusé une vidéo de 25 secondes, filmée à un mariage, qui montre un jeune juif extrémiste célébrant le mort d'un enfant palestinien dans un incendie criminel l'été dernier.” Le public a réagi, “choqué et outragé,” selon le *New York Times*. Le ministre israélien de la défense a obtenu une copie de la vidéo et l'a montrée à un groupe favorable aux colonies juives dans la Cisjordanie “apparemment pour les impressionner au sujet du sérieux des extrémistes, qui sont apparus sur les franges du mouvement.” https://news.vice.com/article/wedding-video-shows-jewish-extremists-celebrating-the-death-of-palestinian-baby?utm_source=vicenewsemail

Japon/Corée du Sud. Le Japon et la Corée du Sud sont parvenus à un accord afin d'indemniser les femmes coréennes forcées à travailler en tant qu'esclaves sexuels (“femmes de confort”) pour l'armée impériale japonaise durant la seconde guerre mondiale, a rapporté *Reuters* et d'autres sources. “Les femmes ont commencé à se manifester dans les années 1990 en exigeant des compensations et des excuses,” et apparemment à l'époque le gouvernement de la Corée du Sud “a enregistré 238 femmes de réconfort, parmi lesquelles 46 sont encore en vie. Ce n'est pas clair comment le gouvernement sud-coréen déterminera combien les autres femmes qui ne sont pas enregistrées sont encore en vie (ou comment elles seront enregistrées, si c'est la procédure) et comment les 8,8 millions de dollars versés par le Japon seront distribués.” https://news.vice.com/article/japan-and-south-korea-have-reached-a-historic-deal-on-comfort-women?utm_source=vicenewsemail

Liban/Syrie. En 1978, Moussa al-Sadr, un important clerc libanais chiite, et deux compagnons ont disparu alors qu'ils se rendaient en Libye, alors dirigée par le dictateur Moammar Qaddafi. Maintenant le Liban a arrêté le fils de Qaddafi, qui a été kidnappé initialement par “des militants libanais qui sont des disciples du clerc disparu” et l'ont remis par la suite aux autorités libanaises, selon le *New York Times*. Bien que le fils était un jeune enfant lors de la disparition des trois hommes, et il n'est pas clair ce qu'il pourrait savoir quant aux disparitions, le fils de ‘un des disparus a dit que le dossier des personnes

disparues du Liban “a été réactivé.” <https://platosguns.com/2015/12/15/qaddafi-son-arrested-by-lebanon-in-new-twist-on-missing-imam-mystery-hwaida-saad-rick-gladstonenew-york-times/>

Nouvelles nationales.

Australie. L'Office public des records de Victoria a ouvert les records criminels vieux de 75 ans ainsi que les journaux des services psychiatriques. Ils avaient été fermés selon le “Public Records Act” qui requiert que les dossiers privés et publics soient retirés de la consultation jusqu’à ce que il soit certain que les personnes nommées dans les records soient mortes. <http://www.abc.net.au/news/2016-01-01/victorian-section-9-archives-opened-for-2016/7031026>

Canada. La commission Vérité et Réconciliation a publié son rapport final.

<http://www.thestar.com/news/canada/2015/12/15/truth-and-reconciliation-commissions-report-details-deaths-of-3201-children-in-residential-schools.html>; pour le rapport voir <http://www.trc.ca/websites/trcinstitution/index.php?p=890>

“*Global News* a appris qu’un capitaine militaire a ordonné la destruction d’un document dans un dossier de personnel militaire le jour où celle-ci est morte d’une overdose.” Un comité d’enquête militaire a été créé après la mort, mais maintenant le gouvernement d’Alberta prévoit de tenir une enquête publique d’accident mortel et une copie du document détruit a été localisée et remise au gouvernement d’Alberta. Le père du soldat a déclaré, “Qu’est-ce qui était important ? C’était assez important pour eux pour le détruire. Et ce qui m’ennuie est que s’ils étaient prêts à détruire le document, quel autre document veulent-ils détruire ?” La famille a déclaré que le soldat s’était blessé au dos lors “d’un incident pendant un entraînement” après quoi elle était devenue accro aux analgésiques donnés par son médecin militaire, menant à sa mort d’une overdose <http://globalnews.ca/news/2381477/military-captain-ordered-destruction-of-document-from-lt-shawna-rogers-file/>

Chine. La Chine a voté une loi contre le terrorisme qui a créé un “centre national d’intelligence dédié au contre-terrorisme,” a rapporté *CNN*, et qui requiert “que les compagnies de télécommunications et les fournisseurs de service Internet fournissent aux autorités un support technique et de l’assistance ‘incluant le décryptage’, Les archives du nouveau centre nécessiteront une solide et rigoureuse gestion. <http://www.cnn.com/2015/12/27/asia/china-terror-law-approved/index.html>

Colombie. Le gouvernement, les rebelles FARC et les groupes représentant les victimes ont adopté un accord pour créer 4 nouveaux corps afin de résoudre les conséquences du conflit qui a commencé en 1964 : un tribunal pour examiner les pétitions d’amnistie, un tribunal ayant autorité pour punir les criminels de guerre, une commission Vérité, et une unité spéciale “qui se focalisera sur les disparitions de dizaines de milliers de Colombiens,” a rapporté *Colombia Reports*. Chacun de ces corps constitués aura besoin d’archives et créera un nombre significatif d’archives historiques.

Équateur. L’Équateur a voté une ‘loi identité’ qui permettra aux citoyens de changer leurs noms une fois dans leur vie. Une fois que le nouveau nom sera enregistré avec l’Etat, il sera “certifié par une nouvelle carte d’identité qui sera produite dans un délai de deux ans.” <http://www.eurasiareview.com/15122015-ecuador-passes-identity-law/>

Inde. Le Bureau du Premier ministre a annoncé que le premier lot de dossiers (33 dossiers) relatif à la figure controversée de la seconde guerre mondiale Netaji Subhas Chandra Bose ont été déclassifiés et “remis aux Archives Nationales de l’Inde pour traitement, préservation et numérisation ,” a rapporté *dnaindia*. <http://www.dnaindia.com/india/report-first-set-of-33-netaji-files-handed-over-to-national-archives-of-india-2152026>; pour le contexte sur les dossiers, voir [http://indianexpress.com/article/india/india-others/explained-the-netaji-files/](http://indianexpress.com/article/india/india-others/explained-the-netaji-files/http://indianexpress.com/article/india/india-others/explained-the-netaji-files/v)

“Des documents cruciaux, incluant des dossiers d’enquête de cas sensibles et du service de d’enregistrement du personnel de police ont été reportés comme endommagés ou bien emportés après que la rivière Adyar s’est répandue dans un bâtiment à Chennai, a rapporté *The Hindu*. Un officier de police senior a affirmé, “malheureusement il n’y a pas de copie de ces documents, mais le directeur Général de la Police a déclaré, “nous serons capables de reconstruire le tout dans les délais impartis.” <http://www.thehindu.com/news/cities/chennai/floods-ruin-crucial-documents-in-eow-headquarters/article7968067.ece>

Selon les données annuelles de la police, à Chandigarh le crime contre les femmes a augmenté, avec 6 femmes violées, 10 molestées, et “10 subissent des harcèlements sous le prétexte de dot chaque mois,” a rapporté *The Times of India*. En 2015, “5 cas de mort dus à des harcèlements liés aux dots ont été enregistrés.” <http://timesofindia.indiatimes.com/city/chandigarh/Chandigarh-sees-rise-in-crime-against-women/articleshow/50424710.cms>

Japon. Il y a toujours beaucoup de familles qui cherchent des informations sur la façon dont leurs pères ou leurs frères sont morts lors de la seconde guerre mondiale, a rapporté le *The Japan News*. Ces proches cherchent les records officiels du gouvernement liés à leur mort, mais utilisent aussi les fonds au ‘Yasukuni Shrine’ qui contient approximativement 130 000 documents reçus “du groupe social Kaiko-sho constitué d’anciens officiers de l’armée” et qui inclut “les records des unités de l’armée, les lettres d’information des associations de vétérans et les journaux de soldats.” <http://the-japan-news.com/news/article/0002645330>

Mexique. Le Groupe d’experts de la commission Interaméricaine des droits de l’homme a remis au procureur général du Mexique “un nouveau faisceau de preuves” qui “contredit” la version officielle sur la façon dont les 43 étudiants de l’école de formation de professeurs Ayotzinapa ont disparu en 2014, a rapporté *BBC News*. <http://www.bbc.com/news/world-latin-america-35035771>

Birmanie. Le taux de mortalité maternelle en Birmanie est de 200 pour mille naissances vivantes, comparé au sud-est asiatique où la moyenne est de 140 (4 dans les pays tels que la Finlande et la Suède), a déclaré le Fonds des Nations Unies pour la Population. Les femmes musulmanes de l’ethnie Rohingya dans la province de Rakhine sont particulièrement vulnérables. Un official du Fonds a dit, “Imaginez les femmes là-bas qui veulent accoucher, et qui n’ont pas de moyens de transport, ou qui n’ont pas les documents appropriés pour se déplacer à l’intérieur de ces zones : ce sont ces facteurs qui contribuent à la mortalité maternelle.” http://www.trust.org/item/20151222164019-t149n/?utm_medium=email&utm_campaign=Weekly%20Digest%20301215&utm_content=Weekly%20Digest%20301215+CID_2d3dca7a0387ddf8b5a9c42103ad5932&utm_source=Campaign%20Monitor&utm_term=Women%20in%20Myanmar%20conflict%20zones%20face%20rape%20lack%20healthcare%20-%20UN

Corée du Nord. Deux chercheurs allemands ont analysé le système opérationnel interne des ordinateurs de Corée du Nord, système “qui est apparu en ligne pour la première fois il y a un an.” Ils ont dit à *BBC News* que “quels que soient les fichiers téléchargés dans le système via une clé USB ou un autre système de stockage, ils peuvent être marqués par un filigrane, permettant à l’Etat de tracer le chemin du dossier de machine en machine.” Le système a été “conçu en réponse à la prolifération de films étrangers et de musique partagés” et il est capable d’identifier “les dossiers indésirables” et les “détruit sans permission.” <http://www.bbc.com/news/world-asia-35188570>

Pakistan. *The Express Tribune* a rapporté que l’ancien président Asif Ali Zadari était acquitté dans deux dossiers de corruption “car les records originaux relatifs aux cas étaient manquants.” Ce ne sont pas les seuls dossiers manquants : “un juge du district d’Islamabad a déposé plainte contre trois de ses employés, après qu’il est apparu que les records originaux d’un cas étaient volés” et d’autres dossiers disparaissent quand les employés “laissent les documents sur la photocopieuse, sur ordre des plaideurs.” *The Express* a conclu “les records de la cour manquants produiront des décisions défavorables. De plus, quelle meilleure aide peuvent recevoir les suspects sachant que les records liés à leurs actes n’existent plus ?” <http://tribune.com.pk/story/1009521/the-curious-case-of-missing-court-files/>

Philippines. “Répondant à une plainte déposée par les victimes du typhon,” la commission des droits de l’homme des Philippines a décidé d’enquêter “si les grandes compagnies internationales d’extraction de pétrole violent les droits de l’homme de ses citoyens en favorisant le changement climatique”, a rapporté *Thomson Reuters Foundation*. Parmi les 50 compagnies nommées figurent Chevron, Exxon Mobil, BP, Royal Dutch Shell et ConocoPhillips, toutes doivent avoir d’importantes et volumineuses archives qui seront utiles à l’enquête. <http://www.reuters.com/article/us-climatechange-summit-legal-idUSKBN0TN1ZZ20151204#5cUEiVVd7m6HuyOp.97>

Serbie. Onze hommes sont juges pour crime de guerre, à savoir le meurtre de 41 civils croates à Lovas, Croatie en 1991. Le “centre législative humanitaire ” (Humanitarian Law Center) qui observe le procès, a rapporté : “Durant la séance du procès qui s’est tenue le 23 novembre, la cour a passé une vidéo VHS faite en mars 1990 à Lovas lors de l’assemblée fondatrice du HDZ (parti politique de l’Union démocrate), a inspecte les documents obtenus du VBA (l’agence de sécurité militaire serbe) relatifs à la 2e brigade d’infanterie motorisée, et le “Registry” des défenseurs croates pour les personnes à Lovas. La cour a aussi inspecte les dossiers de défense des personnes co-défendrices aujourd’hui décédées, les déclarations de témoins, la découverte et l’opinion d’un témoin expert, et d’autres documents dans le dossier.” towardsJUSTICE@hlc-rdc.org

Syrie. *Al-Monitor* a publié un article intitulé “Ce qu’il coûte de sortir clandestinement des informations des bastions de IS en Syrie.” Le reporter a demandé au leader de “Deir ez-Zor Is Being Slaughtered Silently (DBSS)” (Deir ez-Zor est en train d’être massacré silencieusement), un groupe qui travaille pour sortir de l’information de Syrie, quelle était l’information la plus importante que le groupe ait réussi à collecter.” Il a répondu qu’il y avait, entre autre, “les papiers sur les centaines de membres de la tribu de Shaitat tués par IS.” DBSS et un autre groupe média syrien ont déclaré à *Al-Monitor* que “la plus importante chose est de fournir une information vérifiée,” et le leader de DBSS a ajouté, “et d’avoir des archives pour le futur.” http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/12/syria-journalists-media-activists-killed-isis-der-ez-zor.html?utm_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm_campaign=b436e67e9c-December_08_2015&utm_medium=email&utm_term=0_28264b27a0-b436e67e9c-93088897

Moins de deux semaines après la publication par de l’article par *Al-Monitor*, Naji Jerf, un journaliste syrien et un documentariste ont été assassinés à Gaziantep, Turquie. Il avait juste publié un documentaire (utilisant sûrement des images sorties clandestinement) “dans lequel il documentait la mort d’activistes syriens aux mains de l’Etat Islamique durant l’occupation de la ville d’Alep en 2013 et 2014,” selon le Comité pour protéger les journalistes. <https://cpi.org/2015/12/syrian-journalist-naji-jerf-shot-dead-in-gaziantep.php>

“Depuis mars, quand les opposants syriens ont poste en ligne une collection d’images précieuses, les familles des personnes disparues ont cherché les traces des leurs en triant des milliers de photographies post-mortem sorties clandestinement du pays par un policier photographe qui a déserte en 2013,” a écrit le *New York Times*. Huit familles dont les proches ont été photographies et furent d’accord de permettre à Human Rights Watch de partager leurs histoires. Un militaire déserteur qui a servi à l’hôpital militaire de Harasta et qui fut le témoin de l’enregistrement des corps a déclaré à Human Rights Group : “quand les policiers arrivent, [le médecin légiste, qui est aussi un officier de l’armée] demande combien il y a de corps, et ensuite demande aux conscrits de les envelopper. Elle donne à chaque corps un troisième numéro sur le pansement. Elle écrit sur le registre : le nombre de détenus, le numéro de la branche, et le numéro d’hôpital [numéro d’examen]. Ensuite ils sont mis dans le réfrigérateur de la morgue.” http://www.nytimes.com/2015/12/17/world/middleeast/syrian-families-look-through-photos-of-the-dead-for-relatives-lost-in-government-custody.html?_r=0; pour le rapport HRW, voir <https://www.hrw.org/news/2015/12/16/syria-stories-behind-photos-killed-detainees>

Le centre de justice et de transparence syrienne, une ONG qui “a pour but de s’assurer que les violations des droits de l’homme durant le conflit ont été dument documentées afin de favoriser une justice

transitionnelle en vue de construire la paix en Syrie,” a engagé une société de recherche afin “d’évaluer l’attitude des Syriens envers les survivants et les auteurs” de violence sexuelle et de violence liée au sexe. La société a interviewé 60 réfugiés syriens (30 hommes et 30 femmes) dans le sud de la Turquie; chacune des interviews a été transcrite et codée pour analyse. L’étude a montré que “ Presque tous les participants ont exprimé une véritable affection et une volonté d’aider les survivants de ces violences, mais ils ont répondu que la communauté excluait socialement ces survivants.” L’étude a aussi montré qu’“une large majorité des personnes” croyait que “la justice pour les auteurs devrait être dispensée de façon formelle par des cours.” <http://33bjic3l8q7dpgn6j1rg637f.wpengine.netdna-cdn.com/wp-content/uploads/Societal-Attitudes.pdf>

Ouganda. La Coalition des citoyens pour la démocratie électorale en Ouganda a remis en cause la fiabilité du registre des électeurs récemment ouverts au public, selon *allAfrica*. L’Ouganda a extrait les données des électeurs a partir du Registre d’Identification National, mais et les données du Registre et le processus d’extraction de l’information pour certifier les électeurs s’est avéré imparfait, ont-ils affirmé. <http://allafrica.com/stories/201512212853.html>

Royaume-Uni. La première grève nationale des ouvriers du bâtiment au Royaume-Uni s’est déroulée en 1992. Vingt-quatre grévistes à Shrewsbury ont été arrêtés et six envoyés en prison; une pétition pour réclamer leur acquittement a rassemblé 100 000 signatures. Maintenant un membre du Parlement dit qu’il a “de nouvelles preuves irréfutables” selon lesquelles les 24 furent les victimes d’un “procès politiquement orchestré” et demande que le gouvernement ouvre ses archives sur le cas, a rapporté *BBC News*. Cependant le gouvernement a dit qu’il n’ouvrira pas les dossiers, à la fois parce que “les documents recherchés par les militants ...ne sont pas pertinents pour les 24” et parce qu’en Octobre Oliver Letwin, du Cabinet du ministre “ a décidé de ne pas ouvrir les archives des 24 de Shrewsbury pour des raisons de sécurité nationale.” La Commission en charge de la revue des cas criminels est actuellement en train de revoir le cas. <http://www.bbc.com/news/uk-politics-35047872>

Le même Oliver Letwin fut mis en vedette dans un communiqué de fin d’année des records du Premier Ministre de 1986 à 1988. Les archives incluait un papier écrit par Letwin et un collègue de la ministre de l’époque Margaret Thatcher, s’élevant contre l’ “assistance fournie aux jeunes chômeurs de couleur suivant les émeutes dans les villes en 1985 avec l’argument selon lequel quelconque aide finirait ‘dans le disco et le commerce de drogue,’” a rapporté *The Guardian*. Après que le papier a été rendu public, Letwin s’est excusé “sans réserve.” <http://www.theguardian.com/politics/2015/dec/30/oliver-letwin-blocked-help-for-black-youth-after-1985-riots>

Royaume-Uni/Irlande du Nord. “Operation Banner” était le nom donné aux opérations militaires menées par le Royaume-Uni en Irlande du Nord entre 1969 et 1987. *BBC Spotlight* a obtenu une copie d’un ordre du Ministère de la Défense afin de préserver tous les records relatifs à “Operation Banner”, ordre donné en Juillet 2014 – 7 ans après la clôture des opérations. “Les familles voulant des enquêtes criminelles ou de nouvelles investigations dans les cas troubles ont réclamé l’accès aux dossiers,” a écrit *BBC News*, se demandant ce qui a bien pu arriver aux archives durant toutes ces années d’intervention. Le Ministère de la Défense a déclaré que “quelques documents non essentiels relatifs aux dossiers liés aux troubles avaient été détruits mais que les autres sont déjà accessibles au public; les dossiers fermés sont maintenus ainsi ‘du fait des susceptibilités personnelles ou opérationnelles’.” <http://www.bbc.com/news/uk-northern-ireland-35047486>

Un membre de Real IRA a été tué à Londonderry en février 2010. Sa famille croit que les services secrets du Royaume-Uni “pourraient avoir joué un rôle dans sa mort,” et une enquête criminelle est prévue, a rapporté le *Belfast Telegraph*. Un représentant des services de police d’Irlande du Nord a dit à l’officier de police judiciaire que “des progrès avaient été réalisés sur 5 des 8 principaux dossiers de police” relatifs au cas, mais dans 3 dossiers, “un nombre important de problèmes demeure” et il n’était “pas sûr si les dossiers seraient utiles” parce que “le volume de matériels censurés serait ‘vraiment

important'." Il a aussi dit que les censures étaient requises afin de se mettre en conformité avec l'obligation du Royaume-Uni de protéger la vie privée et l'intimité selon la Convention européenne des droits de l'homme." <http://www.belfasttelegraph.co.uk/news/northern-ireland/police-files-on-kieran-doherty-murder-to-be-heavily-censored-34276788.html>

États-Unis. Le *Washington Post* a enregistré chaque cas de tir mortels par la police à l'échelle nationale en 2015. En utilisant les sources publiques, le *Post* a "compilé les données sur chaque mort, incluant la race des victimes, s'ils étaient armés et la description des événements. A la date du 24 décembre, il y avait 965 cas de tir mortel par la police; 564 des personnes tuées étaient armées avec un pistolet et 281 avaient "des couteaux, des jouets ou d'autres objets." Le *Post* a dit qu'il continuera à enregistrer les cas en 2016 à l'adresse suivante wapo.st/police-shootings.
https://www.washingtonpost.com/classic-apps/year-of-reckoning-police-kill-nearly-1000/2015/12/26/e9697506-9cfd-11e5-8728-1af6af208198_story.html?wpisrc=nl_draw

Dans un article lié à cette étude, le *Washington Post* a rapporté que l'existence d'une vidéo d'un tir par la police n'est pas synonyme de garantie de condamnation." https://www.washingtonpost.com/national/why-a-dash-cam-video-of-a-police-shooting-might-not-be-a-smoking-gun/2015/12/28/9e0f8cda-ad7e-11e5-9ab0-884d1cc4b33e_story.html

ProPublica a publié une série d'articles sur le caractère intime de l'information médicale, utilisant des données sur la violation à partir de "trois sources principales" : le ministère de la Santé américain, le Bureau des services humains des droits civils (Human Services' Office of Civil Rights), le ministère en charge des Vétérans, et le département de Californie de Santé publique. Un article met l'accent sur la tendance grandissante des "violations, brèches qui exposent les détails de santé d'un patient ou deux," ce qui selon *ProPublica* "cause plus de dommage que l'on ne le croit." Malheureusement, cependant, les régulateurs "réagissent rarement contre les petites infractions." Une revue des pratiques des administrations en charge des Vétérans a découvert que la vie privée du patient avait été brisée plus de 10 000 fois entre 2011 et 2015. "Les brèches vont des simples erreurs telles l'envoi de documents ou de prescriptions aux mauvaises personnes, aux vols de données par les employés ou à la consultation indélicatement des dossiers par les employées. Toutes ne concernent pas le traitement médical ; certaines impliquent les données sur les allocations et les indemnités," *Pro Publica* a écrit. Un article dans la série explique la méthodologie utilisée par *ProPublica* afin de collecter les données électronique ou papier et les analyser. . https://www.propublica.org/article/new-jersey-psychology-practice-patients-mental-disorders-lawsuits-debts?utm_source=et&utm_medium=email&utm_campaign=dailynewsletter&utm_content=&utm_name;
https://www.propublica.org/article/privacy-violations-rising-at-veterans-medical-facilities?utm_source=et&utm_medium=email&utm_campaign=dailynewsletter&utm_content=&utm_name;
https://www.propublica.org/article/small-scale-violations-of-medical-privacy-often-cause-the-most-harm?utm_source=et&utm_medium=email&utm_campaign=dailynewsletter&utm_content=&utm_name; et <https://www.propublica.org/article/methodology-how-we-analyzed-privacy-violation-data>

Dans une tribune du *New York Times*, une infirmière a soutenu que les archives électroniques mènent à une plus mauvaise gestion des hôpitaux : la documentation liée aux systèmes dans le domaine de la santé est de notoriété publique déficiente et peu maniable, mais un problème bien plus grand, selon elle, est que cela s'est transformé dans plus d'un domaine de notre travail ; cela a remplacé le travail lui-même. Nous sommes plus évalués sur nos graphiques et diagrammes que sur nos soins." <http://www.nytimes.com/2015/12/20/opinion/sunday/when-hospital-paperwork-crowds-out-hospital-care.html>

Une base de données contenant 191 millions de records d'électeurs, les noms, leurs adresses, leurs cartes d'électeurs et dates de naissance, ainsi que leur affiliation politique et un historique détaillé depuis 2000 de leurs votes, a été publié en ligne, apparemment par accident. Cela a été retiré, a rapporté *The Hill*, mais personne n'a endossé la responsabilité pour la base de données et l'infraction. <http://thehill.com/policy/cybersecurity/264297-report-191m-voter-records-exposed-publicly-online>

Nouvelle liste de diffusion et publications.

Swisspeace a lancé "Archives et Dealing" avec la liste de diffusion Past "afin de fournir une plateforme pour l'échange d'information et les leçons jointes relatives aux archives et à leur gestion avec le passé (aussi appelés justice transitionnelle), liant les personnes travaillant dans le domaine des archives, des droits de l'homme, de la loi humanitaire internationale, de la technologie de l'information, etc ...". Pour s'inscrire, allez a http://archivesdwp.org/mailman/listinfo/adwp-l_archivesdwp.org

Le bureau colombien du Haut-Commissariat aux droits de l'homme a publié les records de la conférence de novembre. "Le rôle des archives dans la construction de la paix en Colombie." L'événement était organisé autour de 4 problèmes : "1) l'identification des archives pertinentes au processus de paix après un conflit de 50 ans; 2) la protection des archives des destructions ou de pertes; 3) comment assurer un accès approprié aux archives par les mécanismes de justice transitionnelles et la société en général; 4) les défis pratiques de traitement et d'utilisation massive d'archives dans un délai imparti et de façon efficace." Merci à Auro Fraser pour l'information. <http://www.hehr.org.co/migracion/index.php/seminario-archivos-y-paz>

Transparency International (TI) a publié son édition africaine du baromètre global de corruption (*Global Corruption Barometer*). TI a travaillé en partenariat avec Afrobarometer, qui a parlé à 43 143 personnes dans 28 pays en Afrique sub-saharienne entre mars 2014 et septembre 2015 et leur a demandé de leur parler de leur expérience et leur perception de la corruption dans leur pays. Le rapport dit brièvement que la corruption touche plus d'un Africain sur cinq : "de façon choquante nous estimons que presque 75 millions de personnes ont payé l'année passée – certaines pour échapper à des jugements par la police ou les cours, mais beaucoup ont été forcées de payer pour avoir accès aux besoins basiques dont ils avaient désespérément besoin. http://www.eurasiareview.com/03122015-bribing-ones-way-to-basic-necessities-of-life-in-africa-analysis/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

La Société américaine de philosophie (American Philosophical Society) a officiellement publié "Les protocoles pour le traitement des matériaux liés aux Autochtones" qui avaient été développés pendant 3 ans sous la direction du comité consultatif américain de la Société des Autochtones. La société déclare que "ces protocoles ont été développés pour fournir à l'APS avec ses propres consignes pour savoir comment identifier et protéger culturellement et de façon appropriée les matériaux sensibles dans les importantes collections de matériaux relatifs aux Autochtones des Etats-Unis," mais il se peut qu'ils soient utiles à d'autres centres détenant des matériaux similaires. Merci à Brian Carpenter pour cette information. <https://www.amphilsoc.org/sites/default/files/proceedings/Protocol.pdf>

(Traduction française : Rémi Dubuisson)